

**QUIMPER BRETAGNE  
OCCIDENTALE  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Séance du 3 novembre 2022**

**Rapporteur :  
Monsieur Jean-Claude  
PERINAUD**

**N° 15**

**Garantie d'emprunt OPAC de QUIMPER CORNOUAILLE auprès de la Caisse des  
Dépôts et Consignations - Acquisition en VEFA de 50 logements situés rue de Saint-Alor  
à Quimper - retire et remplace la délibération n°65 du conseil communautaire du 16  
juin 2022**

L'OPAC de Quimper-Cornouaille, dans le cadre du financement de l'acquisition en VEFA de 50 logements situés rue de Saint Alor à Quimper, demande la garantie du conseil communautaire de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt n°133761 d'un montant total de 4 599 430 euros souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et dont le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

\*\*\*

Les caractéristiques du contrat sont les suivantes :

<b>Contrat n°133761</b>					
Type	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier	Prêt Booster
Identifiant ligne du prêt	5483618	5483619	5483616	5483617	5483620
Montants	851 298 €	572 127 €	1 588 274 €	837 731 €	750 000 €
Durée d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans	40 ans
Taux d'intérêt (variable suivant variation de l'index)	0,80%	0,80%	1,53%	1,53%	1,57%
Marge fixe sur l'index	-0,20%	-0,20%	0,53%	0,53%	-
Index	Livret A				-
Périodicité	Annuelle				
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)				
Base de calcul des intérêts	30/360				

Modalité de révision	Double révisabilité	-
Taux de progressivité des échéances	-0,5%	-

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, Quimper Bretagne Occidentale s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'OPAC de Quimper-Cornouaille pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

\*\*\*

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le contrat de prêt n°133761 en annexe signé entre l'OPAC de Quimper-Cornouaille ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Mmes Isabelle ASSIH, Annick PHILIPPE, Valérie LECERF-LIVET et MM. Alain DECOURCHELLE, David LESVENAN, Marc ANDRO, Christian CORROLLER étant sortis de la salle (ne prenant part ni aux délibérations ni au vote), après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'accorder à l'OPAC de Quimper-Cornouaille la garantie de Quimper Bretagne Occidentale à hauteur de 100% pour le remboursement de ce prêt d'un montant total de 4 599 430 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°133761 constitué de 5 lignes du prêt. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 4 599 430 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignation, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le conseil communautaire s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

2 - d'autoriser madame la présidente à signer la convention afférente à cette garantie d'emprunt entre Quimper Bretagne Occidentale et l'OPAC de Quimper-Cornouaille.

La présente délibération retire et remplace la délibération n°65 du conseil communautaire du 16 juin 2022.